

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 15 mai 2023

Contre l'extrême droite, la solidarité du monde du travail

Le maire de Saint-Brévin-les-Pins n'a pas eu d'autre choix que de démissionner, après des mois de manifestations d'extrême droite dans sa ville, du RN aux groupuscules néofascistes en passant par le parti de Zemmour. Des mois de menaces et jusqu'à un incendie criminel à son domicile le 22 mars dernier. Ce qui lui est reproché ? Avoir entériné, en février 2022, le déplacement dans sa commune d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada), à la demande de l'État. Dont nombre d'habitants de la commune étaient partisans, l'imbécillité xénophobe étant loin de dominer !

Soutien tardif... de pompiers pyromanes !

Aussitôt sa démission annoncée, voilà que Macron lui a fait savoir tout son soutien et Borne a proposé de le recevoir, ce qu'il a d'ailleurs appris par les médias. Ce soutien de la 25^e heure ne fait que souligner non seulement l'absence de soutien de l'État face aux menaces de l'extrême droite, mais aussi sa complicité avec celle-ci : le gouvernement court derrière elle. Darmanin met en scène l'expulsion de familles des bidonvilles de Mayotte et y procède à de vraies rafles. Il reproche haut et fort à la Première ministre d'extrême droite en Italie, Meloni, de ne pas réussir à stopper les migrants. Alors il peut bien mettre en scène sa consigne aux préfets d'interdire toutes les manifestations de l'extrême droite, à la suite de l'indignation provoquée par la manifestation autorisée de centaines de fachos cagoulés à Paris le 6 mai dernier, sa posture ne fait pas illusion. Il aura toujours la main plus lourde pour interdire nos casserolades.

Diviser pour mieux exploiter

Ces discours xénophobes voudraient diviser. Si une majorité de la population de Mayotte vit dans la pauvreté, ce n'est pas à cause de plus pauvres qu'eux, venus du même archipel des Comores, mais bien du délaissement de l'État français. Si nous connaissons les bas salaires et la précarité dans l'Hexagone, ce n'est pas à cause des migrants mais en raison de la rapacité du patronat.

Un patronat dont Macron et Le Pen défendent les intérêts. Ainsi Darmanin prévoit dans sa loi « Immigration » un titre de séjour d'un an pour les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, donc les métiers les plus pénibles et les plus mal rémunérés. Il fait l'équilibriste, entre satisfaire les besoins du patronat et manier la rhétorique xénophobe en faveur des expulsions et contre le regroupement familial.

Guerre aux pauvres et aux travailleurs

Le gouvernement de Meloni en Italie est un exemple parlant de ce que l'extrême droite au pouvoir réserve aux classes populaires. C'est à l'occasion de la journée du 1^{er} mai qu'elle a choisi d'annoncer la suppression du « revenu de citoyenneté », soit 572 euros en moyenne, versés aux familles les plus pauvres. Les personnes considérées comme « employables » recevront désormais 350 euros à condition d'effectuer un travail (non rémunéré !) au sein de leur commune ou d'une collectivité.

Ces attaques contre les plus pauvres s'accompagnent de cadeaux pour le patronat. Les emplois en CDD sont facilités et les contrôles pour vérifier qu'il ne s'agit pas de CDD abusifs sont quasi supprimés. Dans l'hôtellerie-restauration, qui propose des salaires extrêmement bas pour des conditions de travail éreintantes, l'État prévoit un contrat d'apprentissage pour les chômeurs de plus de 40 ans.

Une seule et même classe ouvrière

Après trois mois d'une mobilisation qui leur a causé bien des cheveux blancs, Macron et ses ministres tentent d'allumer un contre-feu xénophobe. Ces manœuvres de diversion voudraient semer la haine et nous faire tourner la page des luttes collectives.

Face aux bas salaires, que l'inflation ne cesse de réduire, face au recul de l'âge de la retraite, dont personne ne veut et que le RN s'est bien gardé de dénoncer, et face à tout le reste, nos mobilisations doivent et vont continuer.

Quelles que soient nos origines et nos nationalités, nous n'avons comme ennemis que les patrons, et un monde à gagner en nous rassemblant dans nos luttes.

Coup de colère

Montage, MV, équipe C, vendredi dernier pendant la pause, plus de 70 salariés se sont rassemblés contre les vols sur la paie des intérimaires et contre la vitesse de chaîne, ensuite ils se sont mis en débrayage pour exiger des explications de la direction. La chaîne s'est donc arrêtée et ils ont interpellé vivement la hiérarchie.

Si la situation ne s'améliore pas, ils sont prêts à recommencer.

Les deux raisons de la colère

Régulièrement avec le chômage, les intérimaires ont des retraits de centaines d'euros, et en fin de mission c'est encore plus important. C'est insupportable. Exigeons d'être payé à 100 %.

Au Montage, MV, la vitesse de chaîne est trop rapide, il y a un manque évident d'effectifs, les postes sont surchargés, les moniteurs en postes, et c'est pire en équipe de nuit.

Qu'on soit CDI, CDD ou intérimaires, on a tous raison de se battre pour se faire respecter.

Garantie Journalière de Protestation

Montage, la direction instaure du travail pendant la pause (GJP), 4 ou 5 voitures sont faites en plus... pour ensuite avoir un énorme trou et le risque de chômage (numéro vert). Les intérimaires, là aussi, se retrouvent parfois non payés pour ces 10 minutes supplémentaires.

La meilleure manière de se débarrasser de cette GJP c'est de se mettre en grève.

Touche pas à mon poste

Montage MV3, la direction veut supprimer un poste de contrôle. Et elle veut en supprimer un autre en déplaçant la zone des lots de bord pour la mettre à côté de celle des Volants. Autant de tâches avec moins de personnel, hors de question, on cavale déjà beaucoup trop.

On était vert !

Le numéro vert a été activé mercredi, pour jeudi et vendredi sur toute l'usine. Comme d'habitude, il a servi à rien, on a bossé. C'est lourd, même l'application PSA n'est pas mise à jour : pas d'info, on doit donc appeler ou s'envoyer des textos. Qu'ils arrêtent de jouer avec les plannings et surtout qu'ils maintiennent les salaires.

La direction n'arrive même pas à prévoir ça

En ce moment il y a des absences pour cause de solde de congés. La direction veut faire remplacer les absents, mais difficile de remplacer sur un poste qu'on ne connaît pas... Embaucher permettrait de nous soulager tous et de placer nos congés plus librement.

Ça pourrait arriver à chacun d'entre nous

La direction s'acharne à vouloir licencier Alain, un ouvrier handicapé de 54 ans du Ferrage Bac. Ça révolte tous les collègues. Maintenons la pression, refusons son

licenciement ! Les salariés âgés en restriction médicale sont des cibles : peu de postes adaptés, peu d'aménagement d'horaires, multiplication des harcèlement...

Même quand tu es jeune, on te met sur des postes durs comme au Montage HC, tu peux avoir le dos cassé, des douleurs aux cervicales et aux bras. Pour changer ça, il n'y a que la solidarité entre nous face aux patrons.

Marchands de tapis

Jeudi dernier la direction organisait pour les techniciens et cadres un forum emploi avec plusieurs entreprises. Le but est d'aider ces salariés à débarrasser le plancher. Elle a essayé de mettre la pression pour y aller et, sur place, les entreprises ont rivalisé de propositions alléchantes... mais douteuses. Les salariés, ouvriers, techniciens ou cadres, ont un CDI à PSA, mieux vaut le garder que de se faire bazarder.

Grève chez Fiat-Stellantis en Italie

La semaine dernière, pendant trois jours de suite, les travailleurs de l'usine Stellantis de Pomigliano (près de Naples) ont débrayé contre l'augmentation de la charge de travail. Un mouvement suivi par 80% des ouvriers des lignes de montage de la Panda et de la Tonale.

Les grévistes ont défilé dans les ateliers au cri de « Dignità ! Dignità ! » (Dignité). L'usine alterne les longues périodes de chômage partiel et périodes de travail avec des rythmes insupportables.

En Italie non plus les travailleurs ne veulent pas être victimes de la course au profit de Stellantis.

Encore un record... sur notre dos et contre l'emploi

Pour le 1^{er} trimestre 2023, PSA-Stellantis a annoncé + 14 % d'augmentation de son chiffre d'affaire par rapport à celui de 2022, c'est à nouveau un record. La direction brasse des milliards en vendant des voitures de plus en plus chères mais aussi en supprimant des milliers d'emplois en France, en Serbie, en Italie... Et maintenant aux USA, car Stellantis veut y supprimer au moins 3 500 emplois avant la fin de l'année.

Stellantis champion du monde de l'exploitation

En 2022, Stellantis c'est 16,8 milliards d'euros de profits, + 26 %, c'est mieux que le premier constructeur mondial Toyota (16,5 milliards). Ensuite en 3^e et 4^e position c'est Volkswagen (15,8 milliards de profits) et Mercedes (14,8 milliards). Quel que soit le groupe automobile ou le sous-traitant pour lequel on travaille, nous on doit se serrer la ceinture, il est donc urgent de forcer les patrons à nous céder ce qu'ils nous doivent.

Le NPA à la fête de Lutte Ouvrière

À Presles, Val d'Oise, du 27 au 29 mai 2023, le NPA sera présent à la fête de Lutte Ouvrière, y tiendra un stand et y animera un débat intitulé « Les révolutionnaires face à un mouvement social et politique inédit », à la Cité politique à 19h.